

ASSEMBLÉE NATIONALE6 octobre 2017

PLF POUR 2018 - (N° 235)

RETIRÉ AVANT DISCUSSION**AMENDEMENT**

N° I-CE36

présenté par
M. Martin, rapporteur

ARTICLE 9

Compléter ainsi l'article 9 :

« III. – Après la deuxième occurrence du mot « carbone », la fin du VIII de l'article 1^{er} de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte est ainsi rédigée : « de 44,60 € en 2018, de 55 € en 2019, de 65,40 € en 2020, de 75,80 € en 2021, de 86,20 € en 2022 et de 150 € en 2030 ». »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à expliciter la trajectoire carbone au sein de la loi de transition énergétique pour une croissance verte, dans laquelle elle figure, afin de remplacer les valeurs prévues par la loi de finances rectificatives pour 2015 par des valeurs actualisées.

De plus, cet amendement propose d'augmenter l'objectif de coût de la tonne de carbone à horizon 2030. En effet, alors que la nouvelle trajectoire prévoit une augmentation de 10,40 euros par an, cette hausse n'est plus que de 13,80 euros au total sur la période 2022-2030 : ce très fort ralentissement pourrait envoyer un signal de relâchement des efforts en matière environnementale.

La poursuite de la trajectoire fixée sur la période 2018-2022 (soit une augmentation de 10,40 euros par an) conduit à une valeur de 169,40 euros en 2030. Le présent amendement propose toutefois un objectif de 150 euros par tonne, plus réaliste, plus évocateur, et qui pourra être révisé en fonction des évolutions constatées.